



GCS NORD LORRAINE  
Direction des achats et des approvisionnements  
1 Allée du château  
CS 45001  
57085 METZ Cedex 3

## **MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)**

Etabli en application du code de la commande publique, selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

## **OBJET FOURNITURE DE POTAGE**

**La procédure de consultation utilisée est celle de l'Appel d'Offres**  
en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 02/06/2025 A 12 HEURES**

## ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE

Le présent marché concerne la **fourniture de potages au GCS NORD LORRAINE**.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT- DUREE ET MODE DE DEVOLUTION DU MARCHE

La présente consultation est lancée sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

Le marché est composé des 3 lots suivants :

- Lot n° 1 : Potage frais pasteurisés en bol individuel 250ml
- Lot n° 2 : Potage en brique 1 litre
- Lot n° 3 : Potage enrichi en bol individuel 250ml

## ARTICLE 3 – FORME DU MARCHE, VARIANTES ET PSE

La consultation aboutira à un accord cadre à bons de commande sans montant minimum avec un maximum correspondant à 2 fois les quantités estimatives. Les quantités estimatives exprimées au BPU sont estimatives et non contractuelles.

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée d'un an à compter du 01/09/2025 (ou de sa notification si elle intervient ultérieurement).

Il est reconductible 1 fois un an de manière tacite. A l'inverse, en cas de non reconduction, la décision de ne pas poursuivre sera prononcée de manière expresse avec un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Les prestations du présent marché donneront lieu à exécution après notification d'un bon de commande comportant :

- La désignation des produits,
- Le lieu de livraison,
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande sera signé par le représentant légal du C.H.R. ou son délégué.

### **3-1- VARIANTES**

La présente consultation n'autorise pas les variantes.

### **3-2- OPTIONS ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle pour cette consultation.

## ARTICLE 4– PRIX

Les prix sont fermes pour le 1<sup>er</sup> semestre du marché.

Pour chaque période semestrielle suivante, les prix sont révisables. Le titulaire en informera le Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de **1 mois avant la date de prise d'effet des nouveaux tarifs**.



Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$C_n = (I / I_0)$$

dans laquelle :

- **C<sub>n</sub>** est le coefficient de révision appliqué aux prix ;
- **I<sub>0</sub>** est l'index de référence au mois zéro (Septembre 2025)
- **I** est le dernier index de référence connu au mois de révision

I : Indice : (UNIHA épicerie potages)

010534524 Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.89 – Autres produits alimentaires n.c.a.

La révision ne pourra intervenir qu'une fois au titre de chaque période semestrielle.  
De ce fait, aucune augmentation de prix en cours de période ne pourra être acceptée

Les prix s'entendent nets, franco de frais de port, d'emballage, d'installation, pour un matériel livré et installé dans le service bénéficiaire.

## **ARTICLE 5—DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels sont dans l'ordre de priorité décroissante.

### **5-1- PIECES PARTICULIERES**

- l'acte d'engagement l'offre technique et financière du fournisseur ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- l'offre technique et financière du fournisseur.

### **5-2- PIECES COMMUNES**

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

## **ARTICLE 6- LIVRAISON, VERIFICATIONS, DECISION D'ADMISSION**

### **5-1- LIVRAISONS**

**Le candidat devra préciser les délais de livraison.**

**Le fournisseur livrera les produits franco de port au site de livraison.**

**Le fournisseur assurera la livraison des produits.**



Le fournisseur se doit de procéder au déballage avec élimination des déchets dans le respect du recyclage (tri papier, carton, plastique).

La livraison sera accompagnée d'un bordereau de livraison comportant les mentions obligatoires suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché
- la date de livraison
- les références du bon de commande
- détermination exacte du produit (marque, référence)
- les quantités livrées.

En cas de retard de livraison imputable au titulaire, les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS seront susceptibles de s'appliquer (exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire).

## **6-2- TRANSPORT**

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire du marché.

Tous les produits à livrer voyageront dans les conditions sanitaires légales

Le réceptionniste effectuera les opérations simples de vérification de conformité entre la livraison et le contenu de la commande correspondante, dans les conditions prévues au CCAG FCS (admission quantitative et qualitative).

\* Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le titulaire devra reprendre l'excédent ou compléter la livraison.

\* Si les produits livrés ne sont pas conformes aux spécifications du marché ou du bon de commande, ils pourront être rejetés et devront être remplacés immédiatement, y compris sur demande verbale de la Directrice des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie.

Il reste bien entendu que seule l'admission des produits livrés permet au titulaire de présenter une facture faisant courir le délai de paiement (voir art. 12-2).

## **ARTICLE 7 - GARANTIE DES MATERIELS**

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de son admission après vérification quantitative et qualitative.

## **ARTICLE 8 - CAUTIONNEMENT**

Le fournisseur est dispensé de constituer un cautionnement.

## **ARTICLE 9 – INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.



Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## ARTICLE 10 - AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

### 10-1- AVANCE FORFAITAIRE : ARTICLES R2191-3 et suivants du code la commande publique

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le GCS NORD LORRAINE pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans l'acte d'engagement.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

Pour un contrat de maintenance à l'attachement, le montant de l'avance est lié au montant du bon de commande de prestations à l'attachement : tout ordre de service ou bon de commande atteignant 50 000 € H.T. ouvre droit à l'avance forfaitaire.

Le versement se fera alors dans les 50 jours suivant la notification du marché (pour un marché relatif à un contrat de maintenance Tous risques), ou la notification du 1<sup>er</sup> ordre de service ou bon de commande portant demande d'exécuter la prestation (en particulier pour un marché relatif à un contrat de maintenance à l'attachement).

### 10-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au GCS NORD LORRAINE la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le GCS NORD LORRAINE, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

## ARTICLE 11 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le GCS NORD LORRAINE procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## ARTICLE 12 - ETABLISSEMENT DES FACTURES

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Etablissements	N° de SIRET
GCS NORD LORRAINE UCPA	13002340100024



## **12-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- ▢ les noms et adresse du créancier;
- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement;
- ▢ le numéro du marché;
- ▢ la copie du bon de commande;
- ▢ la désignation des fournitures livrées;
- ▢ la date de livraison
- ▢ le prix unitaire H.T
- ▢ le montant hors T.V.A. de la fourniture;
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A.;
- ▢ le montant total T.T.C. des fournitures livrées;
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

## **12-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT**

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours à réception d'une facture conforme.

## **ARTICLE 13- PENALITES DE RETARD**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 et 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

- Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

où :

P = montant des pénalités,

V = valeur des prestations en € TTC sur laquelle est appliquée la pénalité,

R = nombre de jours calendaires de retard.

Au cas où le retard d'exécution fait obstacle à l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités substantielles du matériel, la valeur V prise en compte dans la formule ci-dessus sera celle correspondant à l'offre du fournisseur, sans que celui-ci puisse invoquer un quelconque début d'exécution de sa prestation.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

La limite de 10% du montant de pénalités visée à l'article 14.1.2 du CCG/FCS reste applicable.



## ARTICLE 14 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (ARTICLE 45 DU CCAG-FCS)

En cas de défaillance imputable au titulaire dans l'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, la Personne responsable du marché pourra se fournir là où elle le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et récupérée par titre de recette. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

## ARTICLE 15 – RESILIATION

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G/FCS, sous réserve de la dérogation suivante : en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera versée au titulaire du marché résilié.

## ARTICLE 16 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame L'Inspectrice Générale des Finances  
RUE DES FRERES LACRETELLE  
57070 METZ  
tél. : 03 87 65 17 60  
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

## ARTICLE 17- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

## ARTICLE 18 – DEROGATION AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G. – F.C.S.

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 42 du C.C.A.G. – F.C.S.

Fait à Metz, le 07/04/2025

Le Directeur Adjoint des Achats,  
de la Logistique et de l'Hôtellerie,

  
Lionel TOSI